livré à quelques activités en matière de conseil d'entreprise. J'espère pouvoir répondre à sa question ce soir.

M. Skoberg: Avez-vous embauché quelqu'un?

M. Gillespie: Aucun appel d'offre concurrentielle n'a eu lieu dans ce cas. Le principe, évidemment, est de lancer des appels d'offres pour tous les contrats à moins qu'il n'existe de bonnes raisons de ne pas le faire. L'administration gouvernementale a prévu différentes précautions concernant l'adjudication de contrats. Ces précautions sont contenues dans la réglementation des contrats promulguée en vertu de la loi sur l'administration financière.

Des appels d'offres sont obligatoires sauf dans trois circonstances précises: quand le besoin est urgent, quand il n'existe qu'une source de fourniture, ou quand le montant contractuel est faible et que les frais entraînés tant pour le contribuable que pour les non-adjudicataires sont hors de proportion avec le montant du contrat proprement dit. Les députés conviendront que ces conditions tiennent compte à la fois des principes du contrôle

et du souci des deniers publics tout en assurant la souplesse nécessaire à la gestion d'une entreprise géante.

Dans le cas des contrats adjudgés à des organisateurs-conseils, la concurrence en matière de prix n'est qu'un des critères du choix. Il existe à ce sujet une directive émanant du Conseil du Trésor. Chaque fois que la chose est possible, les ministères doivent tous recueillir des propositions. Celles-ci sont jugées selon huit critères énoncés dans la directive. J'ajoute que cette politique a l'appui de la Canadian Association of Management Consultants qui tient un registre des sociétés qualifiées. A mon avis, il importe aussi d'ajouter que les sociétés elles-mêmes apprécient leurs propres possibilités en vue de l'inscription dans ce registre.

Le député a donné ce soir lecture, afin qu'il soit consigné, d'un résumé du document déposé l'autre jour à la Chambre.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Le temps de parole du secrétaire parlementaire est expiré.

(La motion est adoptée et la séance est levée à 10 h 20.)